

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Hervé Hamon, Patrick Rotman, *La deuxième gauche, Histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T.*, Éditions Ramsay, Paris 1982, 450 p.

Michel Tachon

Number 10 (50), Fall 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034669ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034669ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tachon, M. (1983). Review of [Hervé Hamon, Patrick Rotman, *La deuxième gauche, Histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T.*, Éditions Ramsay, Paris 1982, 450 p.] *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 164–167.
<https://doi.org/10.7202/1034669ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Hervé Hamon, Patrick Rotman, *La deuxième gauche, Histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T.*, Éditions Ramsay, Paris 1982, 450 p.

Michel Tachon, Centre d'études Économie et Humanisme, Lyon.

Pourquoi dans une revue internationale sur le travail du social faut-il présenter une critique du livre de Hervé Hamon et Patrick Rotman sur *La deuxième gauche* — « histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T. » ? De nombreuses raisons militent en faveur de sa publication ; attachons-nous plutôt à celles qui touchent les interrogations des travailleurs sociaux et du travail social.

En France, ce livre a un important retentissement dans le sens où il tente une histoire de ces chrétiens qui viennent au syndicalisme et à la politique. L'équilibre de la gauche entre socialistes laïcs et communistes est rompu ; l'émergence de ce mouvement syndical qui souhaite redéfinir les conditions du changement social interroge brutalement les certitudes du mouvement ouvrier.

La lecture de cette analyse en rapport avec le travail social est suggestive à plus d'un titre.

Tout d'abord, la C.F.D.T. est la première organisation représentative du secteur social en France ; G. Prier, ancien secrétaire général des syndicats services sociaux indique que si on comptabilise toutes les personnes qui sont passées à la C.F.D.T., on peut dire qu'elle influence 70 à 75 % des travailleurs sociaux du secteur social privé. Beaucoup de monde possède ou a possédé une carte de ce syndicat.

On remarque une importante proximité idéologique entre les travailleurs sociaux et les militants de la C.F.D.T. Ils sont largement issus des milieux

catholiques. L'Église a animé directement ou indirectement de nombreux établissements sociaux en France, qui se sont laïcisés au cours des deux dernières décennies. Les mouvements catholiques entretiennent encore « l'action catholique des milieux sanitaires sociaux » qui a une influence dans le secteur social.

Renaud Dulong souligne que la crise du recrutement de l'Église se traduit par l'arrivée importante des ex-clercs dans le travail social. Il écrit : « que l'opération se fasse sous couvert de charité chrétienne ou sous couvert d'aide sociale, elle requiert un personnel idéologiquement acquis à opérer en ce sens sur les secteurs populaires ; or, un tel travail ne nécessite pas seulement une formation par les écoles d'assistantes sociales ou d'éducateurs spécialisés, il requiert des mécanismes d'appréhension du réel, des dispositions d'organisation mentale qui s'enracinent dans l'éducation donnée dès l'enfance. On n'est pas formé à un tel travail. On y est « appelé ». Ce qui explique que l'extension du travail social ait principalement recruté chez les gens particulièrement influencés par l'Église, soit pour avoir été élevés dans les écoles religieuses, soit pour avoir milité dans des mouvements de jeunesse chrétienne » (*Économie et Humanisme*, n° 244, décembre 1978, « Crise de l'Église et crise de l'État »).

À divers degrés, les interrogations que pose la C.F.D.T. se retrouvent dans les questions des travailleurs ; elles s'articulent autour de ce point central : le changement social. Comment l'action quoti-

dienne du travailleur social peut-elle transformer les conditions de vie des « clients » ? L'enquête sociale est-elle un outil adapté pour cette connaissance et cette action ? Quelle organisation faut-il mettre en place pour faire participer les usagers ? Quels peuvent-être les rapports avec l'État ?

Sans s'engager dans un mimétisme stérile qui conduirait à l'équation C.F.D.T. = Travail social, il est intéressant de prendre en compte cette réflexion afin de comprendre cette venue à la politique des chrétiens, situation que nous retrouvons sous une forme professionnalisée et technicienne dans le secteur social et qui éclaire certaines positions du travail social. Le poids de l'héritage apparaît et façonne les initiatives aujourd'hui : les rapports aux institutions, aux professions, à l'État. En creux, on détecte alors les contradictions. L'histoire intellectuelle de la C.F.D.T. informe sur l'histoire idéologique du secteur social. C'est une introduction qui réclame d'importants développements.

Comment rendre compte du dernier livre de Hervé Hamon et Patrick Rotman sur *La deuxième gauche* — *histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T.* ? Prendre son parti et ne pas participer au concert d'estime que la gauche établie et parisienne célèbre (cf. par exemple « le Nouvel Observateur »), c'est se désigner soit comme un affreux néo-stalinien borné, soit comme un bourgeois de droite intelligent et conquérant. Dans tous les cas, c'est prendre ce texte à la lettre et faire fi de la réalité complexe du mouvement syndical qui travaille la société sous l'étiquette C.F.D.T.

Le document de Hamon et Rotman fait l'évènement. Dans une période de difficultés politiques, il propose à cette gauche non communiste une identité historique qui se construit autour de la C.F.D.T., ce « laboratoire d'idées » depuis trois décennies. Il s'agit de redé-

finir le changement social sans la nostalgie du grand soir et des électrochocs des révolutionnaires d'octobre. L'analyse permanente de la société, les enquêtes de terrain, le rejet de l'adhésion fondée sur une croyance favorisent l'élaboration d'un projet de société qui irradie les militants, les adhérents et l'ensemble des salariés. La revendication syndicale demande une redistribution équilibrée du revenu national où il est dangereux de déléguer à un appareil d'État non contrôlé cette nouvelle répartition. De la C.F.T.C. à la C.F.D.T. en passant par le groupe « Reconstruction », l'action syndicale s'élabore et la référence à un socialisme démocratique et « rigoureux » apparaît bientôt comme le ciment de cette gauche qui refuse le renforcement de la machine étatique et les mythologies de la révolution pure et dure. Dès 1965, la fédération de la chimie définit une identité socialiste : « le socialisme autogestionnaire ». La formule est encore floue mais elle réunit les ingrédients qui marquent le deuxième syndicat de France : l'exigence morale, la compétence technique, une volonté de changement social, et la référence démocratique. Albert Detraz résume en 1964 cette intention dans la formule : « Il faut connaître ce qu'on contrôle ».

Anciens journalistes à *Politique hebdo*, reconvertis au comité de rédaction de la nouvelle revue « néo-rocardienne » *Interventions*, Hamon et Rotman récidivent. Après *Les porteurs de valises*², *L'effet Rocard*³, *Les intellocrates*⁴, ils poursuivent leur voyage dans la société française. Partant de l'idée d'une biographie de Edmond Maire, ils s'attachent à une histoire confédérale de la C.F.D.T. au travers de la commission exécutive (la C.E.) et du bureau national. Ils traquent l'identité de ce syndicat. Ils tentent de mettre à jour cette matrice culturelle d'une « deuxième gauche ». Le résultat amplifie les intérêts et les maladrotes des ouvrages précédents.

Iconoclastes de la guerre d'Algérie, ils réhabilitent l'action de ces Français qui ont compris, trop tôt, le F.L.N. et l'ont aidé. Ils se focalisent sur le « réseau Jeanson » et signalent subrepticement les autres groupes qui, en province généralement, participèrent activement à cette entreprise, « l'effet Rocard » montre cette bande d'étudiants, forts en thème et ambitieuse, entrant en politique et entamant sa longue marche qui la conduit de la J.E.C. à l'U.N.E.F. puis au P.S.U., et enfin au P.S. Ce microcosme social et politique qui a des correspondants dans la haute fonction publique, les syndicats, le patronat apparaît comme compétent, rigoureux, mais vous dégoûte d'être « rocardien », on ne fait pas partie du club. Les idées intéressantes sombrent sous les manœuvres politiciennes ou les positions de pouvoirs. À chaque fois, les auteurs s'intéressent à cette « élite » de préférence parisienne, qui cristallise les réactions de l'opinion publique et des médias : face à la guerre d'Algérie, « les porteurs de valises » ; face à la lutte des clans au P.S., le « courant Rocard » ; face à la circulation des idées, le monopole des « intellocrates ». Avec « la deuxième gauche », H.H. et P.R. s'intéressent à cet état-major de la C.F.D.T. qui depuis une génération travaille à la construction d'une alternative non-communiste pour la classe ouvrière. D'où viennent ces hommes et ces femmes ? Comment est né ce projet socialiste autogestionnaire ?

Ce livre est fascinant et irritant. Il est important que la mémoire collective retienne les noms de Paul Vignaux, Marcel Gonin, André Jeanson, Frédo Krumnow, René Mathevet, Eugène Descamps, Albert Detraz, Gilbert Declercq, Maurice Bouladoux, René Bonety, etc. Tous ces militants qui animent les structures nationales de la C.F.D.T. et imposent la présence du syndicat dans tous les problèmes de société. Leur action obstinée permet de reconnaître leur place au sein du mouvement ouvrier et

de proposer un autre regard et une autre action sur les conditions du changement social. Il faut connaître ces militants. Marcel Gonin « est à la fois l'homme qui va largement diffuser le souffle du syndicalisme révolutionnaire, et l'homme qui conjointement ne cessera de réfléchir sur les limites (institutionnelles notamment) de cette inspiration. De la veine « autonomiste » du mouvement ouvrier, il conservera la volonté farouche de préserver une indépendance de pensée propre au syndicat ». Intellectuel, « autodidacte et insatiable », il est pénétré de l'esprit de libre examen. Albert Detraz est « simultanément politique et organisateur, lié à « Reconstruction » dès les débuts, il est prototype du syndicaliste d'industrie, puncheur, héritier de la double filiation jociste et libertaire, autodidacte ». Jacques Delors⁵ donne ce commentaire de ce « tandem Vignaux-Detraz » : « alliance d'une forte capacité théorique et d'une très grande intelligence propre à cette culture ouvrière ». Ou encore Pierre Héritier, figure de proue du syndicalisme rhônalpin qui entame en 1965 une carrière de permanent à l'union locale de Saint-Étienne. « Il est politisé, adhérent du P.S.U. depuis les origines, mais les « événements » de 1968 altèrent son analyse des rapports sociaux : « la classe ouvrière s'est manifestée au moment précis où nous commençons à croire aux théories distillées par les Parisiens, à savoir qu'il ne fallait pas compter sur un grand mouvement de masse et qu'il n'y avait plus de classe ouvrière. » Il redécouvre « le prolétariat de toujours » et adhère en 1974 au P.S., tendance C.E.R.E.S.

Ces biographies contrastées, singulières, expriment la diversité de l'organisation et le dénominateur commun du mouvement.

Cette approche de la réalité syndicale a son revers : c'est la célébration d'une « aristocratie ouvrière », maniant une armée de fantassins sans voix. L'image

d'Épinal n'est pas loin. Le « laboratoire d'idées » n'est plus articulé aux multiples formes d'actions et de réflexions qui construisent le mouvement syndical. On ne peut pas réduire une confédération syndicale à l'action de quelques hommes compétents et lucides. Les discours et les propositions des responsables confédéraux, même si comme ceux d'Edmond Maire, ils provoquent « la base », sont toujours en cohérence avec une partie des adhérents et des militants. Ces liaisons complexes et conflictuelles donnent ainsi les diverses aspérités de la réflexion collective. Pour s'en convaincre, il est nécessaire de regarder les productions collectives sur l'électro-nucléaire⁶. *Les dégâts du progrès*⁷, ou *Le tertiaire éclaté*⁸. L'élaboration d'un projet de société se construit dans l'ensemble de l'organisation et pas exclusivement dans les réunions de la C.E. et du bureau national.

Malgré leur talent et leur sens de la formule, le projet des auteurs est enfermé dans une contradiction : parler des instances dirigeantes de la confédération sans aborder les multiples figures de la « base », c'est faire de « la trajectoire collective » une « histoire événementielle » où les grandes batailles se gagnent grâce au génie des généraux. Les militants responsables ne sont pas ces hommes providentiels, ils expriment l'ensemble de l'organisation, ils participent au débat démocratique interne. Ne voir qu'eux, c'est céder à la réduction « masse-médiatique » et à l'intellectualisme parisien. Le compte rendu du congrès d'Annecy où un texte fut opposé à celui du bureau national exprime cette tendance. Ne fallait-il pas aussi apercevoir dans cette réunion les écarts importants entre des pratiques syndicales confrontées à des situations locales contrastées ? Au-delà de l'opposition entre quelques dirigeants et la pression de quelques groupes gauchistes, n'y avait-il pas là une incompréhension des militants face au discours politicien et au regard de « l'opération assises » ? Le

dernier chapitre sur la « maison Maire » ne dissipe pas les malentendus.

Le livre de Hamon et Rotman est proposé à un bel avenir si l'on en croit les critiques. Pourtant, il y a quelques années, un militant de cette même organisation⁹ a tenté d'expliquer cette même histoire. Jacques Julliard a donné un papier élogieux au *Nouvel Observateur* : *Le public n'est pas venu au rendez-vous. Mille raisons peuvent être évoquées. Mais faut-il que les militants de la C.F.D.T. passent sous la plume de journalistes professionnels pour faire entendre, auprès d'un large public, leur histoire et leur voix ? Cette situation donne à réfléchir.*

Le reportage de H.H. et P.R. fourmille d'informations et de détails. Il révèle les « contacts secrets » entre syndicalistes et hommes politiques pour débroussailler les dossiers délicats et préparer les rencontres officielles. Les rencontres de 1977 avec le C.N.P.F. ouvrent le voie au face à face public avec le patronat. Ils prospectent le terrain politique soit du côté de la gauche non-communiste, soit du côté du gouvernement Barre. Dans ces relations, la confédération affirme sa stratégie : elle considère « que toute société de progrès est une société de conflit ».

Dans le même temps, la discussion interne peaufine le projet C.F.D.T. La dureté de la crise économique exige une autre réflexion sur le changement social. Fin 1981, la C.E. examine les solutions pour « surmonter la crise ». « Réduire les inégalités au sein de la société ? Indispensable, en effet mais insuffisant : les différenciations au sein de la classe ouvrière ne cessent elles aussi de s'aggraver... La précarité ou non de l'emploi, le statut, les conditions de travail, le mode de vie, le discriminant scolaire, le modèle culturel, voilà autant de facteurs palpables qui creusent entre les diverses catégories des distances infranchissables... : nous avons la responsabilité de construire de

nouvelles solidarités dans la société y compris au sein de la classe ouvrière. » L'ambition de la C.F.D.T. s'exprime ainsi : « le syndicalisme est un vecteur de transformation de l'ensemble du corps social ».

Cette maturation intellectuelle des militants de la C.E. est intéressante dans le sens où, malgré la discrétion de Hamon et Rotman, elle engrange les multiples informations émanant des syndicats et des sections. Elle essaie de les articuler et de les mettre en cohérence avec le projet de la C.F.D.T. Les premières moutures ne sont pas toujours convaincantes. Les « chahuts » et les mises en minorité font partie du fonctionnement démocratique. Ils ne peuvent pas être lus exclusivement comme des stratégies élaborées par quelques uns. Le recensement et la recherche des solidarités expriment plutôt la diversité des prises de conscience des militants et des adhérents dont la C.E. capitalise et développe les propositions. Ces articulations complexes, multi-dimensionnelles, entre le « bas » et le « haut » font de ce syndicat, au-delà du « laboratoire d'idées », un mouvement original qui représente une sensibilité non négligeable dans le monde des salariés.

Quand H.H. et P.R. affirment que la C.F.D.T. est une organisation « qui bouge par le sommet », ils gratifient les dirigeants syndicaux d'une réalité mythique. Quand ils suggèrent que l'élection de Pierre Héritier au B.N. au congrès de Metz s'est faite avec la bénédiction du secrétaire général, ils tracent un portrait d'Edmond Maire paternaliste, lucide et politicien. À vouloir saisir les traits saillants de cette histoire, ils tombent dans le revers : la caricature. En faisant l'économie de l'examen de cette culture ouvrière qui traverse l'ensemble de l'organisation, ils réduisent les inflexions de la ligne politique de la C.F.D.T. à la cogitation d'un petit groupe de dirigeants parisiens. Ils ne saisissent pas les rapports entre les « contributeurs » du congrès d'Annecy

et les « majoritaires » du congrès de Metz. Ne voir que des textes soigneusement écrits et des manoeuvres de dirigeants, c'est réduire l'identité de cette gauche non communiste à quelques réflexions groupusculaires.

Ce livre sur la « deuxième gauche » se situe dans le « star-système » élitiste et parisien. Ce vedettariat met en lumière les hommes travaillant habituellement dans l'ombre : redonner à notre histoire les noms de tous ces militants est une oeuvre de justice. C'est d'ailleurs la tâche que s'assigne Jean Maitron depuis vingt ans avec la réalisation du « *Dictionnaire du Mouvement ouvrier français*¹⁰ ». Ces hommes élaborent une alternative de gauche, « le socialisme autogestionnaire ». Ils se dégagent de la tutelle stérile des mythologies révolutionnaires. Ils reconnaissent le pluralisme des voies du changement social. Mais en polarisant l'attention sur quelques portraits. H.H. et P.R. refusent de prendre en compte la diversité d'un mouvement social malgré le léger déni de l'avant-propos.

C'est un livre à manier avec précaution. Il en dit trop ou pas assez. Ce séduisant reportage sur les dirigeants de la C.F.D.T. se lit aisément. Il sensibilise un large public. Mais l'histoire sociale et politique de cette « deuxième gauche » reste à faire.

NOTES

¹ Hamon, Hervé, Rotman, Patrick, *La deuxième gauche*, Ramsay, Paris 1982.

² Hamon, Hervé, Rotman, Patrick, *Les porteurs de valises*, Points Seuil, 1982.

³ Hamon, Hervé, Rotman, Patrick, *L'effet Rocard*, Stock, 1980.

⁴ Hamon, Hervé, Rotman, Patrick, *Les intellectuels*, Ramsay, 1981.

⁵ Jacques Delors est l'actuel ministre de l'Économie et des Finances.

⁶ Le syndicat C.F.D.T. de l'énergie atomique *Le dossier électronucléaire*, Points Seuil.

⁷ C.F.D.T. *Les dégâts du progrès*, Points Seuil, 1977.

⁸ C.F.D.T. *Le tertiaire éclaté*, Points Seuil, 1979.

⁹ Vignaux, Paul, *De la C.F.T.C. à la C.F.D.T., syndicalisme et socialisme. Reconstruction (1946-1972)*, Éditions Ouvrières, 1980.

¹⁰ Éditions Ouvrières.

Peter A. Kohler, Hans F. Zacher (Eds), *Un siècle de Sécurité sociale 1881-1981 : l'évolution en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Autriche et Suisse*, Éd. Réalités Sociales, Lausanne, 1983 (650 p.)
Éditions Réalités Sociales, Case postale 797, 1001 Lausanne, Suisse

L'avenir de la Sécurité sociale constitue l'un des enjeux essentiels de notre temps. Depuis plus d'un siècle, elle n'a cessé de prendre une importance de plus en plus déterminante dans l'éventail des tâches de l'État, et dans la vie quotidienne de tous les citoyens. La publication de cet ouvrage a été réa-

lisée sur la base d'une collaboration entre le Centre de recherche en Histoire économique et sociale de l'Université de Nantes et le Max-Planck-Institut für auslandisches und internationale Sozialrecht, avec le concours de l'Association française d'histoire de la sécurité sociale.

Jean Steinauer, *Le Fou du Rhône : documents sur la crise psychiatrique genevoise*, Éditions Tout-va-Bien Hebdo, Genève, 1982 (180 p.)
Tout va Bien Hebdo, case postale 39, 1211 Genève 4, Suisse

« La crise de la psychiatrie genevoise, c'est celle d'un pouvoir institutionnel devenu fou, comme on le dit d'un moteur emballé et tournant sans contrôle ».

C'est la thèse que développe, dans un style percutant et captivant, le journaliste de contre-information J. Steinauer en collaboration avec l'Association pour

les droits des usagers de la psychiatrie (ADUPSY). Son ouvrage, entièrement basé sur des documents officiels mais souvent confidentiels, est un défi à la transparence démocratique et un exemple de démontage institutionnel.

Le Fou du Rhône s'ouvre sur une chronique de l'année 1980 où la crise psychiatrique genevoise atteint son